Compte–rendu de la séance plénière du jeudi 10 mars 2005
Ecole primaire – 1, rue Pihet

Présidente de séance : Dominique Placé, secrétaire du bureau du conseil de quartier.

Elus :

Maïté Errecart, Jean-Marie Barrault et Hervé Morel adjoints au Maire du XI^{ème} arrondissement chargés des Conseils de Quartier

Conseillers de quartier (titulaires et suppléants) :

Louis Aumont, Liliane Blochet, Jean-Paul Boidé-Chauvin, Pierre Molinari, Marie-Antoinette Mouchette, Dominique Placé, Sheila Steuermann, Georges Daujat, Marie-Ange Epiter, Florence Jamay, Pascal Buguet, Henri Cuchet, Catherine Habib, Hanna Kameniecki, Ahmed Mdaghri, Gnal René Perrey, Philippe Lapotre, Thérèse Tranchessec-Charvin, Lakhdar Bentili, Michel Zug, Norbert Choquet, Jeanne-Marie Aurrières, Hélène Alassandrini

Conseillers de quartier excusés :

Jean Tarade, Antoine Billiottet, Bernard Raoult, Michel Orlando

ORDRE DU JOUR

I/ Point sur les suites données à différents vœux précédemment votés en Conseil de Quartier

- Vœu sur le 66, rue de la Folie Méricourt
- Vœu demandant l'indexation du budget des Conseils de quartier au nombre d'habitants
- Point sur les propositions de projets d'investissement :
 - jardinières,
 - tables de ping-pong et de pique-nique boulevard richard Lenoir

II/ Activités des commissions

- 1) Commissions *Urbanisme* - rapporteuse : Dominique PLACE
 - Aménagement d'un jardin impasse Truillot
- 2) Commission *Solidarité-Exclusion* - rapporteurs : Florence JAMAY et Antoine BILLIOTTET
 - *Présentation des premiers travaux de la commission*
 - *Vœu relatif à la situation des sans-logis du Boulevard Richard Lenoir*
- 3) Commission *Propreté* - rapporteur : Louis AUMONT

- Projet canin (suivi du vœu voté en séance plénière de juin 2004)
- Bilan d'une année après la signature du contrat local de propreté
- Action de sensibilisation envisagée

4) Commission *Animation* – rapporteuse : Catherine HABIB

- Opération « Immeubles en fête » et action de la commission à cette occasion
- Exposition de dessin au mois de juin 2005
- Mise en place d'un point d'information sur le marché Oberkampf

III/ Présentation du travail sur la communication du conseil – rapporteuses : Dominique PLACE et Catherine HABIB

- Présentation de la volonté du Conseil de travailler à la réalisation d'une identité graphique

IV/ Budget de fonctionnement

V/ Renouvellement partiel du bureau

- Remplacement d'un membre démissionnaire

VI/ Questions diverses

• • •

M. Barrault, adjoint au Maire du XI^{ème} arrondissement chargé des Conseils de Quartier, introduit la séance et passe la parole à Mme Placé, Secrétaire du Conseil de Quartier République/Saint-Ambroise.

Mme Placé souhaite la bienvenue à tout le monde et présente l'ordre du jour.

I/ Point sur les suites données à différents vœux précédemment votés en Conseil de Quartier

- Vœu sur le 66, rue de la Folie Méricourt (Mars 2004)

Mme Placé rappelle que ce site était occupé par une usine. Partiellement pollué, le site devrait accueillir un projets de logements.

Mme Placé interroge M. Barrault sur les suites de ce vœu.

M. Barrault souligne que suite à des informations venant des promoteurs immobiliers et après deux campagnes d'étude du site, une réunion le 11 mars 2005 à la Préfecture déterminera le

calendrier des travaux et éventuellement le lancement d'une troisième campagne-diagnostic, dont les résultats devraient être publiés cette année.

- Vœu demandant l'indexation du budget des Conseils de quartier au nombre d'habitants (Novembre 2004)

Mme Placé, au nom du Conseil de Quartier République/Saint-Ambroise, souhaite que ce vœu soit relayé par le Conseil d'arrondissement puis par le Conseil de Paris.

- Point sur les propositions de projets d'investissement

Mme Placé rappelle qu'un état des recoins à saletés avait été fait par le Conseil de Quartier. Des propositions de végétalisation, dont des jardinières avaient été proposées et transmises aux services techniques de la Ville de Paris.

La réponse de ces services stipulait qu'il ne pouvait être envisagé de création de jardinières mais seulement un déplacement de celles existantes.

Mme Placé souligne qu'une réunion a eu lieu en mairie du XI^{ème} arrondissement avec les services des Parcs et Jardins, afin que les emplacements leur soient communiqués et que de nouvelles propositions d'amélioration soient envisagées.

Mme Placé rappelle qu'un projet d'implantation sur le boulevard Richard Lenoir de table de ping-pong et de pique nique avait été proposé durant la dernière séance plénière de novembre 2004.

Une marche exploratoire est prévue entre les services des Parcs et Jardins de la Ville de Paris et le Conseil de Quartier le 8 avril 2005.

Mme Placé précise qu'un autre vœu, non inscrit à l'ordre du jour de ce soir, concerne un vœu de juin 2004 demandant l'abandon d'une piste cyclable à contre-sens rue Amelot. Elle s'étonne de la suppression de ce pont à l'ordre du jour. La mairie du XI^{ème} arrondissement a répondu qu'une étude expérimentale de ce type était à l'œuvre sur six sites pilotes parisiens et qu'il n'était pas opportun de donner suite à ce vœu.

M. Barrault explicite cette réponse. Quatre arrondissements ont accueilli cette expérimentation (le I^{er}, IV^{ème}, VI^{ème} et XIV^{ème}) et aucune autre rue ne peut être intégrée en plus à cette étude. Il convient, selon lui, d'attendre les résultats de celle ci, qui seront communiqués au Conseil de Quartier.

M. Buguet, Conseiller de quartier, rappelle que c'est le Bureau du Conseil de Quartier qui propose l'ordre du jour des séances plénières et que le maire a un droit réglementaire d'en discuter. Pour lui, le fait qu'il ait retiré ce point à l'ordre du jour revient à « acter la démocratie participative ». Après deux ans de vie, les Conseils de Quartier n'ont jamais autant provoqué de débats. Le dernier Conseil d'arrondissement (20 février) a mis en avant notamment la question des modalités de fonctionnement et du comportement du maire au sein de ces instances.

Pour M. Buguet, « lorsque le maire retire un point à l'ordre du jour, il ne participe pas à la concertation, à la démocratie ».

Mme Tranchessec-Charvin, Conseillère de Quartier, rappelle que le projet de piste cyclable rue Amelot avait été rejeté par vœu en séance plénière par majorité des conseillers, avant les résultats de faisabilité de cette piste.

Mme Hoffman-Ripal, Députée de Paris, dans le public, rappelle que la force d'un vœu, c'est de pouvoir l'accepter ou le refuser en toute connaissance de cause. Elle souligne que lorsqu'un projet s'annonce comme dangereux, il convient d'attendre les résultats des études de celui-ci.

Mme Placé invite tout le monde à participer à la commission Transports/Déplacements, animée par M. Buguet, concernant ces questions.

II/ Activités des commissions

5) Commissions *Urbanisme* - rapporteuse : Dominique PLACE

➤ Aménagement d'un jardin impasse Truillot (vœu de juin 2004)

Mme Placé, responsable de la commission, précise qu'une réserve pour espace vert a été inscrite au P.O.S. (plan d'Occupation des Sols) et au futur P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme) dans cette impasse. Le site est actuellement partiellement occupé avec, au niveau du boulevard Voltaire, un garage Mercedes ; au niveau du boulevard Richard Lenoir, le centre d'accueil d'urgence Yves Garel, et au centre de cet espace, un terrain en friche avec un bâtiment.

Cet espace central est destiné à accueillir un programme de logements et une crèche, ainsi qu'un espace vert de 1500 m².

Mme Placé souligne que cet espace ne peut être aménagé temporairement en jardin que sous la forme d'un *Jardin Partagé*. Ce terme désigne des espaces, souvent en friche, qui sont gérés par une association. En signant une convention d'occupation de cet espace, l'association gestionnaire s'engage à entretenir, ouvrir le jardin deux après midi par semaine et organiser une fois par an une animation ouverte à tous en échange de la mise en état du site.

Après l'organisation d'un Café quartier sur ce sujet le 12 février, une réunion sera organisée le 7 avril 2005.

Une habitante, dans le public, demande de quelle façon on accède au site.

Mme Placé précise que cette parcelle, gérée par la SIEMP, est accessible malgré les palissades de l'impasse Truillot, et le sera bientôt par la rue Moufle.

Mme Hoffman-Rispal propose que le jardin, une fois créé, soit ouvert plus de deux fois par semaine.

Mme Placé précise qu'un projet de jardin de 1500 m² nécessite une ouverture importante.

Une habitante demande à quoi servira le jardin, en dehors des heures d'ouvertures au public.

Mme Placé souligne qu'un *Jardin Partagé* comme le Jardin Nomade, rue Trousseau, accueille les membres de l'association gestionnaire pendant ces heures.

M. Buguet préconise de trouver un équilibre entre une vocation de pelouse publique et de potager pour ce jardin.

Une habitante intervient en disant que les *Jardins Partagés* montrent que la Ville de Paris se défausse sur une association pour l'embellissement de Paris. Ce projet ne risque-t-il pas d'empêcher la création d'emplois pour l'entretien de ce jardin, et n'y a-t-il pas un risque de privatisation de cet espace ?

M. Barrault précise qu'un *Jardin Partagé* est ouvert à tout le monde à ses heures d'ouverture au même titre que les parcs et jardins de la Ville de Paris.

Mme Placé rajoute que les *Jardins Partagés* sont des espaces aménagés temporairement sur des friches qui sont destinées à être construites. Le jardin Truillot sera au contraire pérennisé et monté en Jardin Partagé en concertation avec les services de la Ville et les habitants.

Une habitante, Mme Cohen, Membre du Bureau du Conseil de Quartier Bastille/Popincourt, demande la date de construction du programme impasse Truillot.

Mme Placé répond qu'une étude en cours parlerait de 2008-2009. Autour, le garage Mercedes a un bail jusqu'en 2009, et le centre du Samu Social tend à être pérennisé. Cet élément pose la question de l'existence de ce jardin à proximité de ce centre.

Mme Placé invite tout le monde à participer à la commission Solidarités/Exclusion, animée par Mme Jamay et M. Billiottet, concernant ces questions.

Un habitant propose d'aménager plutôt les espaces verts du boulevard Richard Lenoir, en *Jardin(s) Partagé(s)*, plus centraux et plus ouverts.

Mme Placé répond que le Jardin Truillot est un autre projet et qu'il répond à une demande d'espace vert dans l'arrondissement.

Une habitante propose la construction d'un local associatif sur le jardin, pour accueillir leurs activités.

Mme Placé précise qu'une maison des associations va ouvrir au printemps 2006, à l'angle des rues du général Guilhem et Renault. Le Jardin Truillot n'accueillera donc pas de locaux associatifs mais une sorte de cabane pour ranger le matériel.

6) Commission *Solidarité-Exclusion* - rapporteurs : Florence JAMAY

➤ Présentation des premiers travaux de la commission

Mme Jamay, responsable de la commission, souligne que la présence de sans-logis près de ce jardin sera l'occasion de créer du lien social grâce au projet de *Jardin Partagé*.

Elle rappelle que la commission s'est réunie le 7 janvier et le 28 février 2005, en présence de riverains.

Les points abordés lors de la première réunion concernaient la misère et les nuisances engendrées par les sans-logis.

Le centre d'accueil d'urgence Yves Garel connaît un déficit de places qui amène certains sans-logis à dormir dehors ou dans les parties communes de la résidence Paname.

➤ Vœu relatif à la situation des sans-logis du Boulevard Richard Lenoir (annexes 1 et 2)

La commission a invité pour la seconde réunion le responsable du centre, M. Bricard et la Présidente de l'association *La Halte des Cœurs*. Nous avons réfléchi ensemble à des solutions comme la création d'une équipe de maraude, l'ouverture de centre d'accueil de jour et d'*Espaces Solidarité Insertion*, une ouverture plus tôt du centre Yves Garel...

Nous avons synthétisé certaines propositions dans un vœu.
Après lecture de celui-ci, Mme Jamay lance le débat.

M. Barrault souligne que M. le maire est favorable à ce vœu, bien qu'il relève de la Ville de Paris et de l'Etat, et qu'il relaira ce vœu en Conseil d'arrondissement.

Un habitant déclare qu'il réside dans l'immeuble mitoyen du centre du Samu Social et souligne qu'il rencontre des problèmes concrets avec certaines personnes. Il souhaite que le directeur du centre intervienne directement sur ces quelques personnes et qu'à ce vœu soit rajouté la volonté d'ouvrir le centre la journée aux personnes à mobilité réduite. Il pose la question des résultats des actions de l'association *La Halte des Cœurs*.

Mme Jamay rappelle qu'il n'y a pas d'Espaces Solidarité Insertion dans le XIème arrondissement et que c'est pour cela que la commission Solidarités-Exclusion en demande la création à proximité du centre Garel. La maraude a commencé à communiquer avec les sans-logis et les inciter à se déplacer.

M. Buguet souhaite apporter des précisions au débat et des modifications à ce vœu. Il rappelle qu'il existe d'autres centres d'accueil d'urgence dans le XIème, et dans le quartier République, par exemple, rue de la Folie Méricourt. Il précise qu'aucun emploi supplémentaire ne sera créé pour le centre.

Il souligne le fait que le centre Garel n'a pas vocation d'accueillir le jour et qu'une ouverture plus tôt de ses portes lui paraît difficile.

Par conséquent, il propose de rajouter dans le vœu que « quatre postes soient détachés de la Mairie de Paris, du Département ou la Région » et que le terme « Paname » soit remplacé par les « immeubles alentours ».

Mme Hoffman-Rispal ajoute que c'est en effet l'Etat qui est en charge des sans-logis. Les petites initiatives, comme la maraude amorcée il y a dix ans dans le quartier gare de Lyon, prennent généralement du temps.

M. Cuchet, Conseiller de Quartier, rappelle que le centre Garel n'est pas destiné à faire de l'accueil de jour. Il pose la question de la disponibilité des espaces de jour et de l'opportunité de la réserve pour espace vert impasse Truillot.

Mme Placé explique qu'une « maraude à mains nues » s'opère à la rencontre des sans-logis sans leur apporter du café ou des couvertures afin d'éviter de créer des points de fixation de ces populations.

Elle explique que si la maraude fonctionne dans le XIIème arrondissement, c'est parce qu'il existe un *Espace Solidarité Insertion*. Il faudrait en créer un dans le XIème arrondissement.

Mme Habib ajoute qu'il faut laisser du temps aux sans-logis et à la commission Solidarité Exclusion pour réfléchir.

Un habitant, M. Auneau, pense qu'à la base, il y a eu un manque de réflexion sur les besoins en personnel du centre Garel.

Mme placé, pour répondre à M. Cuchet, précise que le Jardin Truillot n'aurait pas vocation à faire de l'accueil de jour. Si un *Espace Solidarité Insertion* était créé, il serait implanté plus loin.

7) Commission *Propreté* - rapporteur : Louis AUMONT

➤ Projet canin (suivi du vœu voté en séance plénière de juin 2004)

M. Aumont, responsable de la commission, explique que la commission *Propreté*, réunie début février 2005, n'était pas d'accord avec la réponse des services de la Ville de Paris au projet Canin et pense que ce dernier a été mal compris par les services. Il rappelle que le projet consiste en un lieu de rencontre de propriétaires de chiens avec des espaces de sensibilisation et d'éducation au civisme. Il précise que la commission a demandé à M. le maire du XIème arrondissement un rendez-vous avec un représentant de la Direction de la Protection de l'Environnement de la Ville de Paris.

➤ Bilan d'une année après la signature du contrat local de propreté

M. Aumont déplore l'absence d'amélioration de la propreté dans le quartier, depuis un an. Il souligne plutôt une aggravation, et selon lui, ce constat est semblable à toutes les autres commissions *Propreté* des autres Conseils de Quartier du XIème arrondissement.

➤ Action de sensibilisation envisagée

M. Aumont présente un projet de tract de sensibilisation, réalisé en collaboration avec la Mairie de Paris, et qui sera distribué pendant la Campagne de *Propreté* du XIème, du 4 au 8 avril 2005. Il précise que cette réalisation s'élève à 1.400€ pour 10.000 tracts.

Un habitant propose de cibler cette communication en désignant les propriétaires de chien.

M. Aumont précise que la saleté canine est en régression mais que le nombre de papier, ordures et encombrants présents sur la voie publique est en augmentation. Il explique que l'éducation au civisme est un processus long.

Mme Cohen propose une réunion commune des commissions *Propreté* de tous les Conseils de Quartier du XIème arrondissement, le 15 mars 2005.

M. Buguet pense que ce n'est pas le rôle du Conseil de Quartier de financer ce tract, mais la mairie d'arrondissement. Il propose la création par la mairie d'une affichette dans chaque immeuble, plutôt qu'un tract qui peut être aisément jeté.

Mme Jamay est favorable au tract. Elle explique que la communication pour le tri sélectif a commencé par une distribution de tracts. Elle effectue une relecture du vœu sur les sans-logis, après modifications.

M. Buguet rappelle qu'aucun salarié du centre Garel ne peut intervenir sur la voie publique.

Mme Jamay met au voix le vœu, qui se décompose en deux parties :

- le début du texte : 17 Pour, 1 abstention : adopté à la majorité
- la fin du texte (sur la volonté que le Centre Garel accueille le jour des personnes à mobilité réduite) : 6 Pour, 5 Contre, 8 Abstentions : adopté à la majorité

8) Commission *Animation* – rapporteuse : Catherine HABIB

Mme Habib, responsable de la commission, précise que suite à la première réunion de la commission, le 15 février 2005, plusieurs projets ont été proposés comme une action pour l'opération « Immeubles en fête », une exposition de dessin au mois de juin 2005 et la mise en place d'un point d'information sur le marché Oberkampf.

Elle annonce que la commission se réunira à nouveau le 1^{er} avril 2005.

III/ Présentation du travail sur la communication du conseil – rapporteuse : Dominique PLACE

Mme Placé explique que depuis deux ans le Conseil de Quartier travaille sur sa communication et souhaite aujourd'hui lui donner une identité graphique (logo, en tête de lettre). Elle propose une dépense de 150€ pour ce travail.

Elle propose d'autre part une dépense pour la mise en place de présentoirs chez les commerçants, pour distribuer le journal du Conseil de Quartier, Voltaire lenoir.

IV/ Budget de fonctionnement

Mme Placé fait un point sur le budget et les dépenses du Conseil de Quartier.

Le solde de 2005 est de 3306€ Il convient de rajouter les reliquats des années précédentes : 1051€ pour 2004 et 2136€ pour 2003.

Mme Placé met aux voix les dépenses suivantes :

- 838€ pour le numéro de juin 2005 du journal Voltaire-Lenoir : 19 Pour : adopté à la majorité
- 1400€ pour la réalisation du tract Propreté : 14 Pour, 5 Contre, 3 abstentions : adopté à la majorité

Elle précise notamment que deux dépenses ont déjà été votées mais non imputées : 100€ pour un budget de communication pour un budget d'Animation.

V/ Renouvellement partiel du bureau

En raison d'une démission, il reste une place vacante dans le bureau du Conseil de Quartier.

Mme Jamay se propose candidate et est élue (17 Pour, 2 Abstentions).

*SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DE QUARTIER REPUBLIQUE SAINT-AMBROISE
JEUDI 10 MARS 2005*

**VŒU SUR LA SITUATION DES SANS-LOGIS
DU BOULEVARD RICHARD LENOIR**

« Considérant la misère et le dénuement des femmes et des hommes vivant sur le boulevard Richard-Lenoir et alentour,

considérant l'occupation des parties communes des immeubles voisins du Centre Yves Garel par des personnes sans-logis et la gêne ressentie par les riverains,

vu la grande qualité de l'accueil d'urgence offert la nuit par le centre Yves Garel de l'association du Samu social,

vu le projet de « maraudes aux mains nues » présenté par l'association la Halte des Cœurs,

le conseil de quartier République-Saint-Ambroise pense que le travail social de proximité avec les sans-logis réalisé par ces deux structures est seul en mesure d'apporter des solutions pérennes et humaines aux difficultés des sans-logis et aux problèmes vécus par les riverains,

en conséquence, le Conseil de Quartier République Saint-Ambroise, réuni en sa session plénière du 10 mars 2005, souhaite :

- que le centre Yves Garel reçoive les moyens nécessaires (en personnel) afin d'ouvrir ses portes à 17 heures au lieu de 19 heures aujourd'hui,
- que le projet présenté par la « Halte des Cœurs » soit confirmé et augmenté : création d'un quatrième emploi pour compléter l'équipe de maraudes, prolongement du contrat pour 2 ans (au lieu des 6 mois actuels), ouverture de deux Espaces solidarité-insertion (ESI) indispensables pour prolonger le travail des maraudes, et dans l'attente de leur ouverture, mise à disposition d'un local provisoire pour l'association,
- que les services de l'Etat, ceux de la police nationale et les services municipaux concernés (mairie du 11^e, services parisiens chargés de la lutte contre l'exclusion, de la voirie,...) rencontrent l'association la « Halte des Cœurs » pour envisager avec elle les modalités d'une action concertée pour assurer une présence plus effective de ces services sur les lieux sus-mentionnés. »

Annexe 2 : Vœu relatif au centre Yves Garel

<p><i>SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DE QUARTIER REPUBLIQUE SAINT-AMBROISE JEUDI 10 MARS 2005</i></p>

*VŒU SUR LE CENTRE YVES GAREL
(rédigé lors de la plénière)*

Le Conseil de quartier République Saint Ambroise, réuni en sa séance plénière, vote, sur proposition d'un membre du public le vœu suivant :

- que le Centre Yves Garel accueille le jour des personnes à mobilité réduite